

NOTICE OF VACANCY**ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE EXTERNAL REVIEW COMMITTEE**

Vice-Chairman (Part-time Position)

The Royal Canadian Mounted Police External Review Committee was created in 1986 as an independent and impartial, quasi-judicial body to review appeals of formal discipline, appeals of discharge or demotion, and certain types of grievances involving regular and civilian members of the Royal Canadian Mounted Police (RCMP). The Committee independently reviews grievances and appeals referred to it and submits recommendations to the RCMP Commissioner who acts as the second and last level of the review process. In its review, the Committee may hold hearings, summon witnesses, administer oaths and receive and accept such evidence as it sees fit. The Committee is, with the exception of the Court system, the only legislative mechanism available to the members of the RCMP and capable of conducting independent reviews of members' concerns.

Location: Ottawa, Ontario

The successful candidate possesses a degree in law from a recognized university and has been a member of a provincial or territorial bar for at least ten years. The preferred candidate has experience in the interpretation and application of legislation, government policies and directives, in the conduct of a quasi-judicial board or tribunal. Knowledge of labour relations, specifically in the public service environment, is required as is knowledge of the application of human rights. The successful candidate has demonstrated leadership abilities in the context of a public or private sector organization. The preferred candidate has excellent analytical, communication and interpersonal skills. Sound judgment, integrity, initiative and the ability to work both independently and as a member of a team are also required.

No member of the Royal Canadian Mounted Police is eligible to be appointed.

The preferred candidate must be willing to travel extensively across Canada and sometimes outside Canada.

The successful candidate must be prepared to relocate to the area of employment or to a location within reasonable commuting distance.

Proficiency in both official languages is essential.

All applications will be treated confidentially.

This notice has been placed in the *Canada Gazette* to assist the Governor in Council in identifying qualified candidates for this position. It is not, however, intended to be the sole means of recruitment.

Please send your curriculum vitae by March 28, 1998, to Janis Gardiner, Executive Services, Solicitor General of Canada, Sir Wilfrid Laurier Building, 340 Laurier Avenue W, Ottawa, Ontario K1A 0P8, (613) 991-4534 (Facsimile).

Further information is available on request.

AVIS DE POSTE VACANT**COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

Vice-président ou vice-présidente (poste à temps partiel)

La Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, créé en 1986, est un tribunal quasi judiciaire indépendant et impartial. Il est chargé d'examiner les appels portant sur des mesures disciplinaires graves, les appels portant sur des décisions de renvoi ou de rétrogradation et certains types de griefs qui sont présentés par des membres réguliers ou civils de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC). Le Comité examine de façon indépendante les griefs et les appels qui lui sont présentés et soumet ses recommandations au Commissaire de la GRC, qui représente le deuxième et dernier palier du processus d'examen. Dans l'exécution de son mandat, le Comité peut tenir des audiences, assigner des témoins, faire prêter serment ainsi que recevoir et accepter des preuves, comme il le juge bon. Outre le système judiciaire, le Comité est le seul recours législatif offert aux membres de la GRC et pouvant effectuer des examens indépendants au sujet de leurs préoccupations.

Lieu : Ottawa (Ontario)

La personne choisie sera titulaire d'un diplôme en droit d'une université reconnue et sera membre du barreau d'une province ou d'un territoire depuis au moins dix ans. La personne choisie aura de l'expérience dans l'interprétation et l'application des lois, politiques et directives gouvernementales dans le cadre des travaux d'un tribunal ou d'une commission quasi judiciaire. Une connaissance des relations de travail, plus spécifiquement dans le contexte de la fonction publique, est requise de même que la connaissance de l'application des règles relatives aux droits de la personne. La personne retenue a démontré des qualités de leader au sein d'une organisation du secteur public ou privé. La personne choisie possède d'excellentes facultés d'analyse, une bonne capacité de communiquer et de l'entendre. Sont également au nombre des qualités requises un jugement supérieur, de l'intégrité, la capacité de faire preuve d'initiative ainsi que de travailler de façon indépendante ou en équipe.

Un membre de la Gendarmerie royale du Canada ne peut faire partie du Comité.

La personne choisie doit être disposée à voyager partout au Canada de façon régulière et parfois à l'extérieur du pays.

La personne retenue doit être disposée à déménager à proximité du lieu de travail.

La maîtrise des deux langues officielles est essentielle.

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.

Cette annonce paraît dans la *Gazette du Canada* afin de permettre au gouverneur en conseil de trouver des personnes qualifiées pour ce poste. Cependant, le recrutement ne se limite pas à cette seule façon de procéder.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 28 mars 1998 à l'adresse suivante : Janis Gardiner, Services exécutifs, Solliciteur général du Canada, Édifice Sir Wilfrid Laurier, 340, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0P8, (613) 991-4534 (télécopieur).

Des renseignements complémentaires seront fournis sur demande.

Bilingual notices of vacancies will be produced in alternate format (i.e., audio cassette, diskette, braille, large print, etc.) upon request. For further information, please contact Canadian Government Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4802.

Les avis de postes vacants sont disponibles dans les deux langues officielles sous forme non traditionnelle (c'est-à-dire audio-cassette, disquette, braille, imprimé à gros caractères, etc.) et ce, sur demande. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Les Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9, (819) 956-4802.

[10-1-o]

[10-1-o]